lutte ouvrière

N° 507 - MERCREDI 8 MARS 1978 - QUOTIDIEN - PRIX : 0,50 F

On ne battra pas la droite en élisant une gauche qui est prête à gouverner avec elle

Georges Marchais s'émeut, une fois de plus. Il en a même signé l'éditorial de l'Humanité d'hier mardi.

Un bruit court, en effet, avec insistance. Une manœuvre serait en préparation, qui consisterait, en cas de courte victoire de la gauche aux élections, à trouver pour Premier ministre un homme à la réputation de gauche mais lié à aucun parti, donc libre de tout engagement envers ceux-ci, comme envers leurs programmes ou leurs promesses électorales. On cite même le nom de Mendès-France qui, comme par hasard et bien qu'il ne soit pas candidat, vient de faire sa rentrée politique, en accordant coup sur coup plusieurs interviews retentissantes.

Grâce à sa réputation de gauche, il pourrait bénéficier de l'appui du Parti Socialiste, qui aurait de toute manière la plus grosse part dans le partage des portefeuilles ministériels. Mais d'un autre côté, grâce à sa position en dehors des partis et de l'Union de la gauche, il pourrait trouver celui d'une partie de la droite, qui recevrait aussi sa part de maroquins. Et ainsi assuré d'une majorité parlementaire, il pourrait réserver au PCF la portion congrue... ou même s'en passer complètement.

On peut se demander, bien sûr, pourquoi Mitterrand marcherait dans une telle combine. Et on peut douter qu'il accepterait de voir le poste de Premier ministre lui passer sous le nez et d'être frustré d'une victoire électorale. Mais Giscard et ses amis ont-ils jamais caché, depuis des années, qu'ils envisageaient très sérieusement de fabriquer une nouvelle majorité avec une partie de la droite — celle qui se dit giscardienne — alliée au Parti Socialiste ?

L'insistance mise ces derniers temps par tous les dirigeants du Parti Socialiste à répéter qu'ils entendent bien gouverner avec Giscard comme président de la République, et un Giscard gardant toutes ses prérogatives, et la déclaration récente de Mitterrand lui-même disant à propos du futur Premier ministre : « Le président de la République désignera qui il voudra », prouvent bien que les leaders du PS entendent composer avec Giscard et donc mener une politique qui sera acceptable par lui. Elles donnent aussi consistance aux rumeurs sur les manœuvres en préparation du côté de l'Elysée.

On comprend que Marchais s'émeuve à voir une telle hypothèse discutée avec le plus grand sérieux jusque dans les colonnes du quotidien pro-socialiste le Matin.

C'est justement ce que craint depuis le début le PCF : que, les élections passées, le Parti Socialiste aille se chercher des alliés ailleurs pour gouverner.

C'est pour cela très exactement que le PCF a déclenché en septembre dernier une querelle qui dure encore.

C'est pour cela qu'il mène, contre le PS, une campagne à l'aspect radical, afin de rassembler le maximum de suffrages le 12, le maximum de désistements du PS en sa faveur le 13, et le maximum de députés le 19.

Le PC ne peut se faire d'illusions. Et s'il s'en faisait, les hypothèses discutées aujourd'hui par la presse les lui ôteraient. La seule garantie qu'il a de participer au gouvernement, ce n'est évidemment pas la parole de Mitterrand : c'est que le nombre de ses députés dans la future Assemblée soit tel que le Parti Socialiste ne puisse se passer de lui.

Pour cela, et jusqu'au dernier moment, Marchais et son parti se seront battus et débattus comme de beaux diables. Pour cela, c'est-à-dire pour assurer la place du PCF dans le ou les futurs gouvernements de la législature qui va s'ouvrir le 19 mars.

Pour cela, et pas, comme voudrait le laisser croire Marchais, parce que son but c'est de « battre la droite ».

Car le PCF lui aussi est prêt, à condition d'être assuré d'en faire partie lui-même, à faire une place à des politiciens de droite dans un futur gouvernement de gauche.

(Suite page 2)

Quand « l'Humanité » dit la vérité... rien qu'un petit bout de la vérité

Parce que Mendès-France a accordé quelques interviews à la presse écrite et parlée, et parce que celle-ci évoque l'hypothèse que Giscard cherche à constituer un gouvernement autour d'un tel homme, au cas où la gauche l'emporterait, Laurent Salini rappelle dans **l'Humanité** du 7 mars que ce vieux politicien de la IV° République a toujours été anticommuniste (au point d'avoir décompté les voix communistes du nombre des voix en faveur de son investiture, en 1954, pour ne surtout pas devoir au Parti Communiste sa place de président du Conseil) ; qu'il a été colonialiste, a répondu par la répression à la lutte d'émancipation du peuple algérien pour son indépendance et a eu cette belle phrase : **« L'Algérie, c'est la France »**.

L'Humanité précise, au détour d'une phrase — mais au détour d'une phrase seulement —, qu'un autre homme a lancé en même temps ce slogan : Mitterrand, qui a même précisé — mais cela, c'est nous qui l'ajoutons : **« La seule négociation, c'est la guerre »**.

C'est que, si Mendès-France était président du Conseil en 1954, au moment du déclenchement de la guerre d'Algérie, Mitterrand était son ministre de l'Intérieur et, à ce titre, exécuteur des basses œuvres de répression colonialiste, responsable direct de la torture et de l'exécution de milliers de militants algériens. Mais cela, c'est encore nous qui l'ajoutons.

Car si **l'Humanité** dit des choses sur le passé de Mendès, elle en dit déjà moins sur celui de Mitterrand, qu'elle ne fait qu'égratigner au passage. Sa mémoire n'est pas courte, mais elle est sélective.

En fait, **l'Humanité** s'est toujours tue sur l'itinéraire politique de Mitterrand. Et elle n'a jamais rappelé aux travailleurs sa carrière ministérielle peu reluisante, aussi anti-communiste, aussi colonialiste, aussi dévouée aux intérêts de la bourgeoisie que celle de son ami Mendès-France.

Certes, **l'Humanité** ne pouvait dire ces vérités-là en 1974, alors que le Parti Communiste faisait voter dès le premier tour pour Mitterrand.

Mais même au plus fort de la polémique PC-PS, il ne l'a dit qu'avec parcimonie, au détour d'une phrase. Il vaut mieux être prudent. Les électeurs communistes n'ont tout de même pas la mémoire courte au point d'oublier, en une semaine, tout ce que le Parti Communiste aura dit de l'homme auquel il se prépare à se soumettre entre les deux tours.

Beullac joue les « Monsieur Soleil »

Beullac, ministre du Travail, vient d'annoncer : « **Février confirmera le coup d'arrêt donné au chômage ; les demandes d'emploi se situeront à quelques milliers près au même niveau qu'en janvier. Je m'attends même à une légère baisse en valeur absolue. C'est-à-dire que la demande d'emploi non satisfaite est revenue à peu près au niveau qu'elle atteignait au début 1977** ».

Les bilans officiels pour février, qui ne seront connus que dans quelques jours, confirmeront-ils ces prédictions ? C'est bien possible. Mais cela ne voudra dire ni que le chômage a réellement baissé, ni que Beullac est un fin prophète.

Depuis des mois, Beullac s'est donné les moyens de dégonfler les statistiques relatives au nombre de chômeurs — elles ont toujours été d'ailleurs inférieures à la réalité.

Alors, quoi de plus facile, pour lui, que de prédire aujourd'hui des chiffres qu'il a lui-même fabriqués ?

Marchais, prêt à reconnaître Pinochet

Georges Marchais, dans une interview accordée au quotidien brésilien **Jornal do Brasil**, a déclaré ne pas être favorable à une rupture des relations diplomatiques avec le Chili. « **Si nous voulons que notre propre liberté soit respectée, nous ne pouvons pas intervenir dans les problèmes internes des autres pays** ».

Ben voyons ! Le PCF a déjà adopté la bombe atomique, après l'avoir combattue. Alors, pourquoi pas Pinochet ? Qu'en pensent donc les militants du Parti Communiste qui ont diffusé tant de tracts accusant — à juste raison — le gouvernement français de complicité pour n'avoir pas rompu avec le sanglant dictateur du Chili ? Mais c'était à une époque où le fauteuil ministériel n'était pas assez proche pour que Marchais se rende complètement à la « raison d'Etat », au nom de laquelle la droite comme la gauche justifient toutes leurs bassesses !

Ce qui choque Séguy

Lundi dernier, Georges Séguy a jugé « **insolite** » et « **inquiétante** » la réapparition sur la scène politique de Pierre Mendès-France. Mais le principal reproche que le secrétaire général de la CGT formule à l'égard de Mendès, c'est sa « **malencontreuse participation au sinistre rassemblement de Charléty, en mai 1968** ».

Séguy, comme les autres dirigeants du Parti Communiste, a sans doute bien d'autres souvenirs amers à rappeler à Mendès-France. Mais sur le lot, Séguy n'en a retenu qu'un seul : que Mendès-France, qui se posait en mai 1968 comme une alternative de gauche au gaullisme, se soit un moment égaré dans la manifestation du stade Charléty où, avec la jeunesse en révolte, des dizaines de milliers de travailleurs clamaient leur refus des accords de Grenelle et leur opposition à brader leur grève générale pour la promesse d'un bulletin de vote.

Voilà plus que n'en peut supporter Séguy !

La dévaluation du "franc vert" : le gouvernement prétend défendre ceux qu'il écrase

A cinq jours du premier tour des élections, le compromis sur les prix agricoles élaboré à Bruxelles vient à point pour Barre et Giscard d'Estaing. En effet, le gouvernement français a obtenu partiellement satisfaction sur ce qu'il demandait à ses collègues du Marché commun. Ceux-ci ont été d'accord pour une dévaluation immédiate du « franc vert », et pour s'engager à revoir le mode de calcul des « montants compensatoires monétaires » sur les produits agricoles.

La dévaluation du « franc vert », c'est-à-dire du taux auquel sont établis les prix des produits agricoles en France par rapport aux prix européens, va se traduire par une augmentation immédiate de 1,2 % des prix agricoles à la production en France, du moins en ce qui concerne les produits qui bénéficient d'un prix garanti par les accords européens.

Les collègues européens du gouvernement français ont ainsi finalement accepté de donner ce petit « coup de main » à la majorité en place, en lui permettant de se présenter devant les agriculteurs comme le défenseur de leurs revenus. Giscard d'Estaing en a même profité pour affirmer que le revenu des agriculteurs français a augmenté en 1977 de 3 %, au contraire des années précédentes où il avait stagné et même reculé.

Mais qu'est-ce donc que ces 1,2 % d'augmentation des prix à la production ? Comment les gouvernants peuvent-ils oser chercher à faire croire que leur action permet ainsi de compenser la baisse du revenu des petits agriculteurs ? C'est se moquer ouvertement des petits paysans. D'autant plus que ce « rattrapage » qui n'en est pas un sera, en fait, d'autant plus faible en général que le paysan est plus petit. Car ce sont les petits agriculteurs qui vendent le moins de produits à prix garanti, ou qui doivent passer pour cela par l'intermédiaire des grosses sociétés de commercialisation de leurs produits.

Le gouvernement se présente comme le défenseur des revenus des paysans et tente ainsi de profiter, sur le plan électoral, des concessions obtenues à Bruxelles. Mais c'est en fait le profit des grosses sociétés exportatrices ou des très gros agriculteurs qu'il défend, pas le revenu des petits paysans.

Défenseur des petits paysans, ce gouvernement qui se place du côté des grandes sociétés, de ces grands trusts des produits agricoles qui prennent tous les profits pour eux, et laissent les risques et les efforts aux petits producteurs ? Défenseur des petits paysans, ce gouvernement de ceux qui, depuis des dizaines d'années, ont organisé le dépeuplement des campagnes, et ont fait que la terre nourrit de moins en moins ceux qui la travaillent ? Défenseur des petits paysans, ce gouvernement de ceux qui, depuis des années, ont laissé le revenu des petits paysans baisser, et les profits des grandes sociétés monter ? Allons donc ! Ce n'est en tout cas pas les quelques pour cent obtenus à Bruxelles qui peuvent le faire croire, même si les tenants de la majorité, à court d'arguments électoraux, tentent à grand-peine de s'y raccrocher.

La politique militaire du PCF : la continuité avec la droite

« Il ne s'agit pas de viser les forces de l'adversaire, mais ses centres scientifiques et industriels »... « Effectivement seraient touchés ceux qui travaillent dans ces complexes industriels et scientifiques, mais cela n'a pas la même signification au plan humain. »

Qui conduit, en parlant de stratégie nucléaire, ce raisonnement qui fait froid dans le dos ? Un quelconque Massu, un général Méry ou autre tueur par carrière ? Non, c'est Louis Baillot, responsable de la commission de défense du PCF. Dans la même interview, accordée à une publication des gaullistes que le PCF baptise de gauche, à la question : **« Souhaitez-vous le maintien des forces d'intervention extérieure »**, le même Baillot répond **« oui »**, sans hésitation. **« Il peut effectivement y avoir des peuples qui, à un certain moment, face à une agression ou à une menace d'agression, nous demandent notre concours. Nous ne leur refuserons pas. »**

Pas plus que Giscard ne l'a refusé aux dictateurs du Zaïre ou du Tchad menacés, en effet, mais par leurs propres peuples, ou au dictateur de la Mauritanie, « agressé » par le peuple sahraoui dont il a annexé le pays. Alors, PCF au gouvernement ou pas, la continuité de la politique impérialiste de la France sera respectée quoi qu'il puisse en coûter aux peuples victimes, ou même au peuple en France qui financera ces **« forces d'intervention extérieure »** de ses deniers. C'est un dirigeant du PCF lui-même qui le dit.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impr. LITO, Paris-1er - Commission paritaire n° 46 450

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE

B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18

C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Votre argent m'intéresse

Les banques privées se livrent à une intense campagne publicitaire, tant dans la presse parlée et écrite que par distribution de brochures, pour présenter la nationalisation des banques, envisagée en cas d'arrivée de la gauche au pouvoir, comme une véritable catastrophe.

La nationalisation du crédit serait la fin de la liberté du crédit, donc de la liberté tout court : voilà le leitmotiv de la campagne. Elle vise manifestement à toucher les petits entrepreneurs, les artisans, les commerçants, en brandissant la menace de la fermeture inévitable de leurs entreprises, dès lors que leur « bon banquier » ne sera plus là pour veiller sur leurs intérêts.

Comme si, à l'heure actuelle, le crédit était libre ! Comme si ladite liberté n'était pas celle des banquiers de sélectionner à qui ils prêtent, et à quel taux ! Comme si le crédit bancaire n'était pas, pour les entreprises capitalistes, un moyen de s'enrichir un peu plus avec l'argent des autres et, pour les artisans ou les petits commerçants, un joug qui les ligote, qui les oblige à passer par les quatre volontés du banquier qui les dépouille parfois et qui les tient toujours à sa merci par la menace de leur couper le crédit. Quant aux ouvriers ou aux employés, ils auraient du mal à s'effrayer devant la menace : la liberté du crédit signifie pour eux le droit de prêter à leur banque leur salaire, sans le moindre intérêt, si leur salaire est versé sur un compte bancaire...

Et puis, les banques privées sont d'autant plus de mauvaise foi qu'elles savent très bien que la gauche au pouvoir, même en nationalisant les banques qu'elle prévoit de nationaliser, ne changera pas l'état actuel des choses. Les plus grosses banques de dépôts sont déjà nationalisées, et elles sont comme les banques privées : généreuses vis-à-vis des grosses entreprises capitalistes, dures vis-à-vis des artisans ou des boutiquiers qui empruntent. Et d'ailleurs, l'Humanité **se hâte de le rappeler, la gauche au pouvoir n'a nullement l'intention d'unifier les banques nationalisées pour en faire un puissant levier pour contrôler l'économie. Non, elle s'engage à sauvegarder le « pluralisme bancaire » et, par la même occasion, le secret bancaire et le droit des banquiers, même nationalisés, de mettre, à discrétion, l'argent collecté auprès des petits dépositaires à la disposition des grosses entreprises capitalistes.**

Privées — en partie seulement d'ailleurs — avec la droite, nationalisées avec la gauche, les banques resteront toujours à la disposition du grand capital.

On ne battra pas la droite en élisant une gauche qui s'apprête à gouverner avec elle

(suite de la page 1)

N'est-ce pas le PCF qui a lancé, il y a quelques mois, l'idée de créer, par-delà l'Union de la gauche, « l'union du peuple de France », ladite union consistant concrètement à faire une place, aux côtés du PC, du PS et des radicaux, à des gaullistes, qui se disent de gauche dans la seule mesure où c'est la gauche qui leur assure leur place ? A des hommes qui ont été, eux aussi, ministres comme Charbonnel ? N'est-ce pas le PC qui s'est désisté pour certains d'entre eux, comme le général Binoche, il y a encore moins de trois semaines ?

Alors, battre la droite, ce n'est certainement pas en votant pour le Parti Socialiste, qui s'apprête à gouverner sous l'égide de Giscard et laisse, avant même les élections, colporter le bruit qu'il pourrait former un gouvernement avec une partie de cette droite, qu'on le fera.

Mais ce n'est pas non plus en votant pour le Parti Communiste, qui fait déjà une place aux gaullistes et est prêt à gouverner lui aussi avec d'anciens ministres de De Gaulle ou de Pompidou.

La droite ne sera pas battue dans ces élections parce qu'il y aura au Parlement une majorité de gauche. D'une manière ou d'une autre, cette gauche est prête à s'allier à tout ou partie de cette droite et à la réintroduire dans le gouvernement.

Mais les travailleurs peuvent voter pour des candidats qui n'ont jamais pactisé avec la droite, quelle qu'elle soit. Et ils peuvent, en votant suffisamment nombreux pour ces candidats, les candidats de Lutte Ouvrière, envoyer des députés qui ne partageront aucune responsabilité gouvernementale ni avec des Charbonnel ni avec des Mendès, mais dénonceront par contre sans compromission toutes les combines et toutes les alliances du PS comme du PC.